

Économie

Cotes de crédit
 Moody's : Baa3
 S&P : BBB-
 Fitch : BBB-

PIB nominal (2011)
 1 843,4 G USD

Population (2011)
 1 206,9 millions

Total des échanges/PIB (2011) : 45,0 %

Monnaie
 Roupie indienne (INR)

Système de change
 Flottement dirigé

Importations en provenance du Canada (2010)
 2 017,4 millions CAD

Principales sources de devises (IDE non inclus)
 Envois de fonds
 Services de logiciels

Principale destination des exportations de marchandises : É.-U. (17 %)

Principales importations
 Combustibles minéraux (37 %)
 M-É industriels (16 %)
 Pierres et métaux précieux (11 %)

Perspectives

IDE plus important que prévu; Baisse de l'inflation touchant les aliments

Fragilité du financement extérieur; manque de consolidation budgétaire

Centre d'information économique et politique
EPIC@edc.ca

APERÇU DU MARCHÉ : La croissance du PIB (7,7 % a/a) a continué de ralentir au 3T2011 et l'expansion n'a été que de 6,7 % a/a, surtout en raison du tassement de l'investissement et des dépenses de consommation des ménages. • En 2011, le gouvernement, aux prises avec divers scandales, n'a pas vraiment montré d'intérêt pour la consolidation budgétaire, mais la question devrait revenir à l'ordre du jour au moment du prochain budget. • L'inflation a finalement montré des signes de modération et de renversement en décembre, mais comme elle reste supérieure à 9 % a/a, il faudra attendre encore un peu avant de voir la politique monétaire s'assouplir. • Les exportations ont été stimulées par l'affaiblissement de la monnaie (INR), qui se déprécie depuis le milieu de 2011. La crise de la dette en Europe a forcé les banques européennes à renoncer à leur financement en Inde, ce qui a contribué à la dépréciation de l'INR et à la baisse des réserves en devises.

Évolution récente : La croissance du PIB (7,7 % a/a) a continué de ralentir au 3T2011 (hausse de 6,7 % a/a), surtout en raison du tassement de l'investissement et des dépenses de consommation personnelles. Sur une base désaisonnalisée, t/t, le PIB réel n'a augmenté que de 2,5 %, ce qui représente le troisième ralentissement trimestriel consécutif. Les exportations ont de nouveau fortement contribué à l'expansion, soutenues en cela par la dépréciation de la roupie qui a enregistré un taux record à la baisse par rapport à l'USD à la fin de 2011. Même si les dépenses publiques dans l'infrastructure demeurent élevées, le rythme de croissance s'est stabilisé après le dynamisme initial de 2010. La confiance des entreprises a fait une chute rapide du sommet inégalé qu'elle avait atteint au 3T2010, le resserrement de la politique monétaire et du crédit ayant eu une influence sur le montant de crédit disponible. L'activité industrielle a considérablement ralenti au 3T2011, marquée notamment par la détérioration dans la fabrication. La production manufacturière étant fortement orientée sur l'intérieur, le secteur sera soutenu par la dépréciation de la roupie.

Politique budgétaire : Le déficit du gouvernement central s'est quelque peu amélioré en pourcentage du PIB au cours des derniers trimestres, mais il est encore considérable. Les recettes sont très inférieures à l'an dernier car elles avaient alors reçu un bon coup de pouce grâce à la vente de licences 3G, et aussi parce que les recettes des privatisations sont plus faibles. Le déficit ne devrait donc pas s'améliorer beaucoup cette année par rapport au taux de 5,8 % enregistré l'an dernier. En même temps, les dépenses augmentent de 10 à 15 % a/a. Cette année, le gouvernement, aux prises avec divers scandales, n'a montré que peu d'intérêt à l'égard de la consolidation budgétaire, mais la question devrait revenir à l'ordre du jour au moment du prochain budget. L'introduction attendu de la TVA devrait aussi stimuler la collecte de recettes. Néanmoins, l'inflation élevée et la croissance économique suffisamment forte ont permis de maintenir le ratio dette publique-PIB à la baisse; il devrait atteindre 62 % à la fin de l'année.

Politique monétaire : L'inflation a finalement montré des signes de modération et de renversement en décembre, le taux de l'inflation liée aux aliments chutant à 6 % a/a (contre 10,7 % en novembre). Elle reste cependant supérieure à 9 % a/a en raison de la hausse des prix des maisons, et il faudra donc attendre encore un peu avant de voir la politique monétaire s'assouplir. Pour l'instant, la BC se concentre clairement sur l'inflation plutôt que sur la croissance. Néanmoins, à la lumière du rapport de décembre, la BC s'éloignera du resserrement, après avoir augmenté le taux de rachat de 325 pb en 2011. L'inflation a fait preuve de résilience, tirée non seulement par les contraintes des prix des aliments mais aussi par la forte demande privée de crédit, qui a augmenté à plus de 20 % a/a au milieu de juin. La politique monétaire de la BC a peu d'impact sur les prix des aliments et des carburants, mais la hausse dans d'autres catégories, tout comme la croissance du crédit, sont préoccupantes.

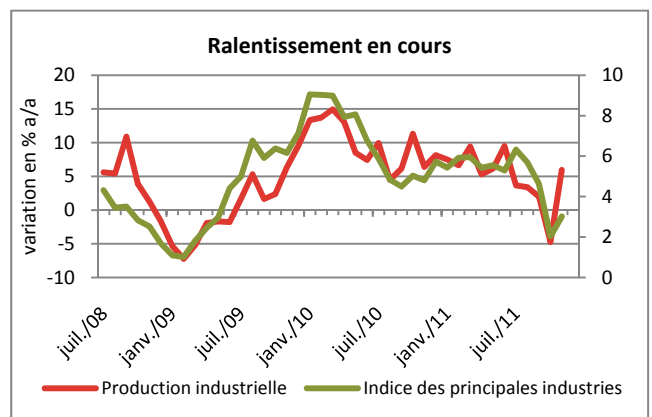
Secteur extérieur : Les exportations ont été stimulées par l'affaiblissement de la monnaie, qui se déprécie depuis le milieu de 2011. Cependant, le montant des importations grimpe en raison des cours du pétrole, ce qui maintient la balance commerciale et celle du compte courant dans le rouge, le déficit représentant 4,0 % du PIB au 3T2011. La crise de la dette en Europe a forcé les banques européennes à se retirer de l'Inde, ce qui a contribué à la dépréciation de la roupie et à la baisse des réserves en devises. Nous nous attendons à un ajustement de la balance commerciale à l'avenir en raison du tassement de la demande d'importations suite au ralentissement de l'économie, et de la baisse des cours pétroliers. Le niveau des réserves en devises est tombé à 270 G USD à la fin décembre, ce qui représente 5,8 mois d'importations.

Perspectives : Compte tenu de l'impact décalé du resserrement monétaire, la croissance du PIB réel ralentira créera des contraintes sur l'investissement privé et les problèmes en Europe limiteront la croissance des exportations malgré la faiblesse de la roupie.

Indicateurs économiques

	06-10 moy.	2010	2011	2012
PIB (% de croissance, réel)	8.4	9.9	7.0	7.2
Inflation (% fin d'année)	8.8	12.0	8.9	7.8
Balance budgétaire (% du PIB)	-4.6	-4.7	-5.4	-5.8
Exportations (% de croissance)	18.9	34.1	37.0	3.5
Importations (% de croissance)	20.3	30.3	24.5	10.8
Compte courant (% du PIB)	-1.8	-3.0	-2.7	-3.8
Réserves (mois d'importation)	8.5	7.1	6.4	6.5
Dette extérieure (% du PIB)	16.7	14.6	14.0	13.7
Ratio du service de la dette	8.5	8.9	7.2	7.1
Taux de change (INR/USD, f. a.)	44.7	44.8	50.7	49.9

Sources : EIU, Services économiques d'EDC



Source : Haver Analytics

Politique

Structure politique

État fédéral
Démocratie parlementaire

Président

Pratibha Patil

Premier ministre

Manmohan Singh, Congrès national indien (INC)

Organes législatifs

- Lok Sabha (Chambre basse)
545 membres (élu au suffrage direct)
- Rajya Sabha (représente les intérêts des États indiens)
245 membres (233 élus, 12 nommés par le président)

Principaux partis

- Congrès national indien (INC)
- Parti Bharatiya Janata (BJP)
- Parti Samajwasi
- Parti Bahujan Samaj
- Parti communiste indien - marxiste (CPI-M)

Dernières élections

avril-mai 2009

Prochaines élections

avril-mai 2014

Enquête sur la liberté de la presse

- Résultat de 2011 : 35 - liberté de presse partielle (0 : liberté; 100 : sans liberté)
FreedomHouse.org (en anglais seulement)

Indice de contrôle de la corruption

- Résultat de 2010 : -0,52 (le pire : -2,5; le meilleur : +2,5)
World Bank Governance Indicators (en anglais seulement)

Centre
d'information
économique et
politique
EPIC@edc.ca

Climat politique : La démocratie est bien ancrée dans le régime politique indien, mais elle est compliquée par des tensions religieuses et ethniques ainsi que par un népotisme profondément enraciné. La pluralité des cultures et des idéologies politiques à l'ensemble de l'Inde témoigne de l'extrême diversité socio-économique du pays. L'Inde étant un État fédéral, les États qui la composent jouissent d'une autonomie considérable et se caractérisent par la diversité de leur environnement législatif. Depuis toujours, des coalitions dirigées par le Congrès national indien (Congrès) ou le Parti Bharatiya Janata (BJP) dominent la scène politique fédérale.

Au pouvoir depuis 2004, l'Alliance progressiste unifiée (UPA) dirigée par le Congrès a surpris les observateurs en 2009 par son impressionnante victoire qui lui a permis de s'assurer d'une quasi-majorité parlementaire. L'UPA a de plus renforcé sa position en remportant plusieurs victoires aux élections de différents États. La coalition de l'opposition, que dirige le BJP, est arrivée loin derrière, en deuxième position. En général, la coalition au pouvoir est formée de l'une des coalitions du Congrès ou du BJP, et de plusieurs partis régionaux.

D'aucuns pensaient, vu la solidité de son assise, que l'UPA mettrait en œuvre des programmes de réformes importants et très attendus, mais les réformes à grande échelle tardent à se dessiner à cause de la complexité du fonctionnement des coalitions indiennes et des points de vue divergents entre des membres de l'UPA.

Au cours des derniers mois, des scandales de corruption ont mobilisé les ressources du gouvernement et pratiquement paralysé le processus législatif. En 2011, l'Inde a été le théâtre d'une série interrompue de scandales de corruption : vente de licences pour le spectre sans fil 2G, irrégularités concernant les Jeux du Commonwealth, achat de votes et la récente affaire Karnataka dans le secteur minier indien. La grève de la faim du militant anticorruption Anna Hazare en août et les appels au changement provenant de la population ont contribué à porter ces préoccupations à l'attention du monde entier. Ces scandales ont terni l'image du gouvernement, et les groupes d'opposition menés par le BJP y voient une occasion de soutirer des sièges au gouvernement lors des élections d'État, dont cinq se tiendront entre janvier et mars.

Les autorités ont du mal à enrayer la hausse du prix de denrées alimentaires essentielles. L'UPA a été portée au pouvoir sur un programme électoral favorable aux pauvres et elle doit donc concilier efforts de libéralisation et besoins immédiats de segments de la population les plus exposés à des chocs de prix.

Conjoncture de l'investissement : Bien que la politique indienne sur l'investissement étranger autorise 100 % d'IDE dans la plupart des secteurs, le pays n'a pas réalisé son plein potentiel comme destination de l'IDE. Les tentatives du gouvernement visant à attirer plus de capitaux étrangers sont ralenties par l'opposition, la corruption omniprésente, la réglementation incertaine et le manque d'infrastructures essentielles.

La corruption est généralisée en Inde, en particulier dans le secteur public, à laquelle contribuent les lourdeurs administratives, la gouvernance défailante et le népotisme ancré de longue date. La Cour suprême du pays a récemment pris des actions fermes pour lutter contre la corruption. L'appareil judiciaire, en particulier aux échelons supérieurs, est considéré comme compétent et juste. Les réformes récentes de la justice auraient permis d'en renforcer l'efficacité, mais il faut des années ou des décennies pour résoudre les cas.

L'incertitude réglementaire, tant au palier fédéral qu'entre le fédéral et des États, reste problématique. La bataille de cinq ans menée par le géant sud-coréen de l'acier POSCO pour mener à bien un projet de construction d'une aciérie en Orissa était emblématique de ce manque de clarté de la réglementation entre le fédéral et les États. Le projet a fini par être approuvé en février 2011, selon des conditions environnementales strictes, mais il pourrait ouvrir la voie à de grands projets médiatisés.

Violence politique : Les attentats terroristes perpétrés dans de grandes villes ces dernières années montrent bien la menace que font planer les groupes militants islamistes en Inde et dans d'autres pays. Les multiples déflagrations qui ont secoué Mumbai en juillet 2011 et les attentats aux explosifs perpétrés dans des tribunaux de Delhi en septembre 2011 ont ramené la menace de la terreur, les attaques de Mumbai en 2008 ayant fait plus de 180 morts. Les tensions avec le Pakistan menacent la stabilité régionale depuis 1947. Plusieurs années de pourparlers de paix sur le territoire disputé du Jammu-Cachemire n'ont pas donné grand-chose. Les attentats de Mumbai ont provoqué une détérioration des relations, par suite des allégations du gouvernement indien selon lesquelles des organismes gouvernementaux pakistanais auraient été impliqués.

L'insurrection maoïste (naxaliste) s'étend à de vastes régions dans les états ruraux et prennent pour cibles les forces armées, les infrastructures publiques et les compagnies extractives. Le gouvernement devra peut-être s'investir davantage dans ce dossier, jusqu'ici considéré comme relevant des États concernés. Des violences communautaires continuent d'opposer hindous et musulmans dans certaines régions du pays.

Perspectives politiques

Malgré les récents scandales, le gouvernement de coalition de l'UPA dirigé par le Congrès se maintiendra très vraisemblablement au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat, en 2014. La presse et la société civile, très actives, devraient continuer d'exercer des pressions sur le gouvernement si d'autres scandales venaient à éclater, et les critiques visant l'inaptitude du gouvernement à adopter d'importantes réformes se feront sans doute plus acerbes si ce dernier n'est pas perçu comme gérant activement ces obstacles au développement rapide de l'Inde. Le gouvernement pourrait toutefois éviter des réformes impopulaires pendant la majeure partie de 2012 dans l'espoir de redorer son image auprès de la population.